

*Communiqué de presse de l'UEF
Bruxelles, le 5 février 2021*

SANDRO GOZI, PRÉSIDENT DE L'UEF : « IL NOUS FAUT PLEINEMENT EXPLOITER LE POTENTIEL DE LA CONFÉRENCE SUR L'AVENIR DE L'EUROPE – PAS DE CoFoE LIGHT ! »

« La conférence n'avait pas pour objectif de constituer un débat général sur des sujets dont nous discutons déjà tous les jours, mais de concevoir un avenir réel et courageux pour notre Europe et pour nous, citoyens européens ! » déclare le président de l'UEF, Sandro GOZI.

Le 3 février, lors d'une réunion des ambassadeurs de l'UE, les États membres ont adopté leur position révisée sur la Conférence sur l'avenir de l'Europe. Le [document](#) a été proposé par la présidence portugaise.

« On a l'impression que le Conseil ne comprend pas combien la Conférence sur l'avenir de l'Europe, telle que le Parlement européen l'envisageait, est plus nécessaire que jamais. Les méthodes présentées de participation directe des citoyens sont décevantes », c'est ainsi que GOZI évalue la situation. **« Où donc les agoras citoyennes que le Parlement avait proposées sont-elles passées ? »** demande GOZI. **« Il semble également avoir été placée une véritable "Muraille de Chine" entre la Conférence et l'article 48 sur la révision du traité ».**

Le document du Conseil prévoit une présidence tripartite de la Conférence, composée du Président du Parlement européen, de la Présidente de la Commission européenne et du Président du Conseil. Toutefois, les affaires courantes seraient entre les mains d'un comité exécutif au sein duquel les trois institutions seraient aussi représentées à égalité et prendraient des décisions par consensus.

« De toute évidence, le Conseil fait une grave erreur en n'étant pas assez audacieux sur la gouvernance, le fonctionnement de la Conférence et les nouvelles méthodes de participation des citoyens. Ce n'est pas ce que nous, les fédéralistes, recherchions », déclare GOZI. « Malheureusement, cela semble être la seule issue possible après que le Conseil ait refusé d'accepter la solution proposée par le Parlement européen », regrette GOZI. **« Les deux choses les plus importantes, sont désormais de s'assurer que ce sera bien le représentant du Parlement au sein du comité exécutif qui dirigera les travaux de la Conférence et, plus particulièrement, ceux de la plénière ; mais surtout, nous devons continuer à plaider pour que les résultats de la Conférence soient totalement ouverts en termes d'éventuelles nouvelles politiques et de révisions du Traité »,** conclut GOZI.

FIN